

BRÈVE HISTOIRE DES SERVICES PUBLICS AU QUÉBEC

1960 Les services publics tels que nous les connaissons aujourd'hui sont mis en place depuis les années 1960. Ils émergent d'une conception du rôle de l'État qui met en premier plan le bien-être et l'émancipation des citoyens et des citoyennes. Des services publics universels et gratuits, financés progressivement et équitablement par la population, permettent d'assurer ces objectifs.

1980 Dans les années 1980, avec la mise en place de politiques d'austérité et de réformes de l'administration publique inspirées du néolibéralisme aux É-U et au Royaume-Uni, cette conception de l'État commence à perdre du terrain.

2000 La pensée néolibérale s'installe plus fermement au Québec à la fin des années 1990 et au début des années 2000. On défend l'austérité pour réduire la dette du Québec.

NOS SERVICES PUBLICS À LA DÉRIVE! NOS SERVICES PUBLICS À LA DÉRIVE!



unmouvement.org
dix milliards de solutions

unmouvement.org
dix milliards de solutions



DES SERVICES À LA DÉRIVE

DEUX COMMISSIONS POUR TOUT COUPER

Le gouvernement de Philippe Couillard a lancé deux commissions pour appliquer son programme d'austérité et saccager les services publics :

1. La Commission permanente de révision des programmes qu'il a mis sur pied au lendemain des élections a pour mandat de réduire les dépenses publiques de 3,2G\$;

2. La Commission sur la fiscalité, qui a pour but de dégager 650M\$ d'économies fiscales et de proposer des réformes administratives majeures de la fonction publique.

ÊTRE EFFICACE À TOUT PRIX?

Si le gouvernement entend couper dans la fonction publique, il propose aussi de la reformer afin qu'elle reste efficace. Ainsi, les services publics se transformeraient en entreprises privées. On demande aux employé-e-s d'être rentables et on introduit le service de l'utilisateur-payeur. Non seulement la qualité des services est réduite, non seulement les plus démunis y ont moins accès et en souffrent, mais il n'est même pas démontré que la privatisation des services publics les rendent plus efficaces.

L'ÉTAT ABANDONNE SA MISSION

Si le gouvernement réduit ses dépenses, c'est pour réduire la dette et relancer la croissance économique. D'un côté, il attaque les filets sociaux et les institutions publiques, ce qui entraîne des conséquences désastreuses. D'un autre côté, il investit massivement pour soutenir les entreprises privées et donne de lucratifs crédits d'impôts. L'État néolibéral en est un qui se détourne de sa mission d'être à l'avant-garde des intérêts de la population. Son seul objectif est de garnir les poches du patronat et des plus riches.

LES SERVICES DE GARDE DES BIENFAITS



QUI NE SONT PLUS À PROUVER

Depuis leur mise en place en 1997, les services de garde éducatifs à l'enfance ont permis une transformation de la manière dont on concevait l'éducation à l'enfance: il s'agit d'une responsabilité collective et un droit à même titre que l'éducation primaire et secondaire gratuite. Le réseau des services de garde permet une meilleure intégration à l'école, l'apprentissage de la socialisation et le dépistage rapide des problèmes d'apprentissage. Les familles monoparentales, largement des mères, ont pu intégrer le marché du travail et sortir d'une situation souvent précaire.

LA HACHE NÉOLIBÉRALE DÉTRUIT UN ACQUIS SOCIAL IMPORTANT



Depuis 2003, on finance de moins en moins des places en garderie à tarif réduit et un nombre de plus en plus grand de places subventionnées est accordé aux garderies privées. De plus, le gouvernement Couillard a amené une indexation, faisant passer le tarif de 7 à 7,30\$ par jour. En plus, 75M\$ de compressions budgétaires sont prévues dans les centres de la petite enfance (CPE) à même les surplus servant à améliorer la qualité de l'éducation des enfants.

DES INTÉRÊTS MARCHANDS CONTRE LE BIEN-ÊTRE DES ENFANTS



Cette tendance entraîne un affaiblissement des missions fondamentales d'accessibilité et d'universalité dont s'était doté le réseau au départ. Pour des familles pauvres, souvent des mères monoparentales, l'augmentation des tarifs et la réduction des places fragilisent leur situation précaire. Le manque de financement des CPE et autres garderies subventionnées désintègre la force d'un réseau public où tous et toutes sont considérées également, peu importe leur revenu, et favorise l'implantation de garderies privées qui imposent de lourds tarifs aux parents.

LA SANTÉ RÉGIME MINCEUR



La part publique des dépenses dans le domaine de la santé ne cesse de diminuer depuis les quarante dernières années. Passant de 80% en 1970 à 70% aujourd'hui, cette tendance se poursuit. Dans les années 90, le gouvernement impose des compressions de près de 1,5G\$. Enfin, la taxe-santé est introduite en 2009. En réduisant les dépenses de la sorte, c'est la capacité du système de santé à bien traiter la population, à bien prévenir les problèmes de santé, et à s'adapter aux changements démographiques comme le vieillissement de la population qui est mis à mal.

SOLLICITER LE PRIVÉ N'EST PAS UNE SOLUTION



Pour assurer la fonction du système de santé, le gouvernement fait de plus en plus appel au privé pour dispenser soins et services de santé. Le centre hospitalier de l'université de Montréal (CHUM) a été financé en partenariat public-privé (PPP). Or, cette formule coûtera au moins le double de plus en 30 ans aux contribuables que si elle avait été financée uniquement par le public. Alors qu'on vante la privatisation du système de santé comme une mesure dégageant des économies, c'est bien l'inverse qui se produit. Pire encore, ces transformations se font au prix de la santé et du bien-être de la population et des professionnel-le-s.

L'ENVIRONNEMENT UN ENVIRONNEMENT IGNORÉ



Les récentes coupures dans la protection de l'environnement, que ce soit au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), aux organismes chargés de la surveillance des parcs et de la faune ou la recherche en écologie et en environnement, réduisent la capacité de l'État à établir une expertise sur les répercussions du développement économique et à protéger l'intégrité de l'environnement.

LA FUMISTERIE DU PLAN NORD



Non seulement le gouvernement semble se désintéresser de la protection de l'environnement, il semble plus concerné par l'extraction des ressources naturelles que par leur protection. En effet, l'État investit des sommes importantes afin d'encourager des minières à s'installer: c'est le cas du financement public de la construction d'une route menant à la mine Stornoway Diamond, par exemple. De plus, l'exploitation du Nord entraîne des conséquences dramatiques pour les communautés et les Premières Nations : explosion du coût de la vie, fragilisation des ménages, pollution et implantation du crime organisé.

LA CULTURE UNE PRIORITÉ?



Les gouvernements des dernières années ont imposé des compressions budgétaires énormes à la culture. Le réseau des musées en est un exemple: sous prétexte qu'ils sont un fardeau car ils ne rapportent pas d'argent, les tarifs sont augmentés, les collections réduites, et certains petits musées en région sont fermés.

LES GRANDES GAGNANTES: LES ENTREPRISES PRIVÉES



La baisse récente de 20% des crédits d'impôts appliquée unilatéralement aux entreprises privées menace la survie des petites compagnies. En effet, une grosse entreprise culturelle qui fait beaucoup de profits peut éponger plus facilement cette baisse de crédit, ce qui n'est pas le cas d'une petite compagnie, par exemple une librairie de quartier ou une maison d'édition, puisque ce crédit joue un rôle important dans le financement de ses projets.

UNE CULTURE QUI RAPORTE



On assiste aujourd'hui à une réorientation des mandats du CALQ, dont la mission est de soutenir les artistes et les organismes culturels dans leur développement, vers ceux de la SODEC, qui elle a pour mandat de financer la production culturelle en fonction de la rentabilité des projets. Nous assistons ainsi, d'une manière globale, à un financement d'une production culturelle commerciale et rentable au détriment d'oeuvres authentiques.

L'ÉDUCATION POST-SECONDAIRE UNE ÉDUCATION ACCESSIBLE



Suite au rapport Parent en 1963, le gouvernement a pris plusieurs engagements pour garantir l'accessibilité à l'éducation post-secondaire. Ainsi, le gel des frais de scolarité dans une perspective de gratuité scolaire, la construction d'un réseau d'universités publiques et de cégeps, ainsi que le financement adéquat de l'enseignement supérieur sont des mesures ayant eu un effet bénéfique sur l'accessibilité à l'éducation post-secondaire. L'éducation était vue comme un moyen de s'émanciper et de contribuer à la richesse intellectuelle et culturelle du Québec. Les mesures adoptées ont permis à de nombreuses personnes, peu importe leur condition et leur revenu, d'accéder à des études supérieures.

LE DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT



En 1986, les universités doivent assumer des compressions budgétaires de l'ordre de 227,8M\$ et une diminution de la subvention par étudiant-e de 34% en seulement 8 ans. Cette tendance se poursuit encore aujourd'hui: entre 2011 et 2013, les compressions budgétaires dans les cégeps s'élèvent à 110M\$. De plus, entre 1987 et 2009, le financement public des universités passe de 87% à 65,8%. On assiste à des hausses des frais de scolarité, des frais afférents et une hausse du financement privé. En privilégiant le financement privé et le principe de l'utilisateur-payeur, l'éducation devient de moins en moins accessible et universelle.

ÉCONOMIE DU SAVOIR ET DÉCLIN DES SERVICES AUX ÉTUDIANT-E-S



Les compressions budgétaires en éducation impliquent inévitablement des conséquences néfastes sur les services offerts à la population étudiante, comme l'accès à la bibliothèque et les services d'aide psychologique. De plus, les institutions d'enseignement se transforment et tentent de devenir productives et compétitives entre elles. C'est ce qu'on nomme l'économie du savoir : on ne finance que l'enseignement de disciplines menant à des emplois en demande sur le marché et on ne subventionne que des projets de recherches jugés rentables.